

Bruegel

Policy Brief 2007:05

Pourquoi l'Europe n'est pas concurrentielle sur les émissions de carbone

NOTE D'INFORMATION À LA PRESSE

« Quand bien même les mesures sont prises de manière uniforme au niveau collectif, l'impact demeure différent pour chaque pays »

Rapport Stern sur les aspects économiques du changement climatique, 2006

Quelle question aborde ce policy brief ?

« Pourquoi l'Europe n'est pas concurrentielle sur les émissions de carbone » traite des coûts liés à la lutte contre le changement climatique. L'UE est décidée à faire pression, lors de la prochaine rencontre des dirigeants internationaux début décembre à Bali, pour que soit instauré, au niveau mondial, un plan visant à réduire les émissions de carbone. Ce policy brief montre que, contrairement à une idée généralement admise, l'Europe est, en raison du profil de ses exportations, plus sensible à ce type de systèmes de tarification du carbone que d'autres pays et régions.

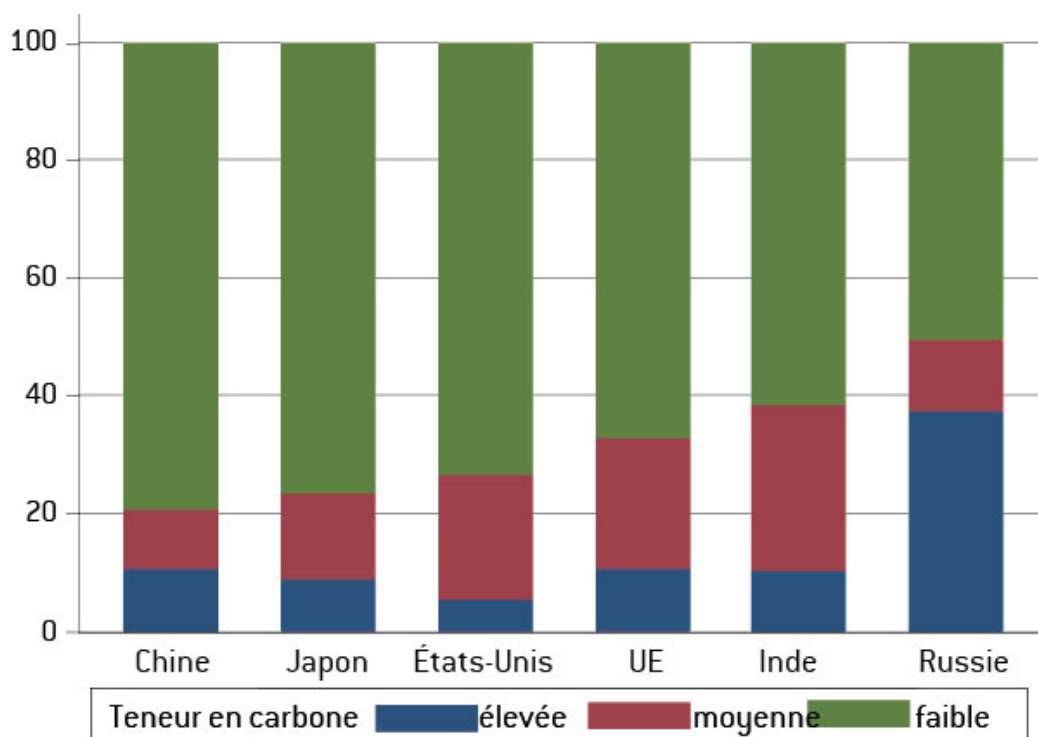
Quels facteurs affectent la compétitivité du point de vue des émissions de carbone ?

Lutter contre le changement climatique, en particulier lorsque cela prend la forme de systèmes de tarification du carbone, est coûteux pour l'ensemble des entreprises. Mais ces coûts sont plus ou moins élevés selon les secteurs d'activité. Par conséquent, les pays spécialisés dans des secteurs nécessitant de fortes émissions de carbone seront relativement plus affectés par ces régulations. Dans chaque pays, la teneur en émissions de carbone des exportations dépend de trois facteurs : la composition des exportations; la manière dont elles sont produites et les sources énergétiques utilisées à cette fin. La compétitivité d'un pays sera donc plus ou moins affectée par la mise en place de systèmes de tarification du carbone selon l'importance de ces trois facteurs.

Pourquoi l'Europe n'est-elle pas concurrentielle sur les émissions de carbone ?

La composition des exportations de l'UE comprend en moyenne plus de produits à forte teneur en carbone que celle des États-Unis ou de l'Asie de l'Est. Les produits minéraux métalliques et non métalliques ou les produits de raffinerie ont un poids plus important dans les exportations de l'UE que dans celles des États-Unis par exemple et inversement pour les services et les produits technologiques qui nécessitent peu d'émissions de carbone pour être produits. Le poids des produits technologiques est également plus élevé dans les exportations de la Chine et du Japon (et des autres économies d'Asie de l'Est) que dans celles de l'UE. La Chine exporte, d'autre part, des produits à forte utilisation de main-d'oeuvre, mais dont la teneur en carbone demeure faible comme les produits textiles.

Figure 2 : Composition des exportations (%)

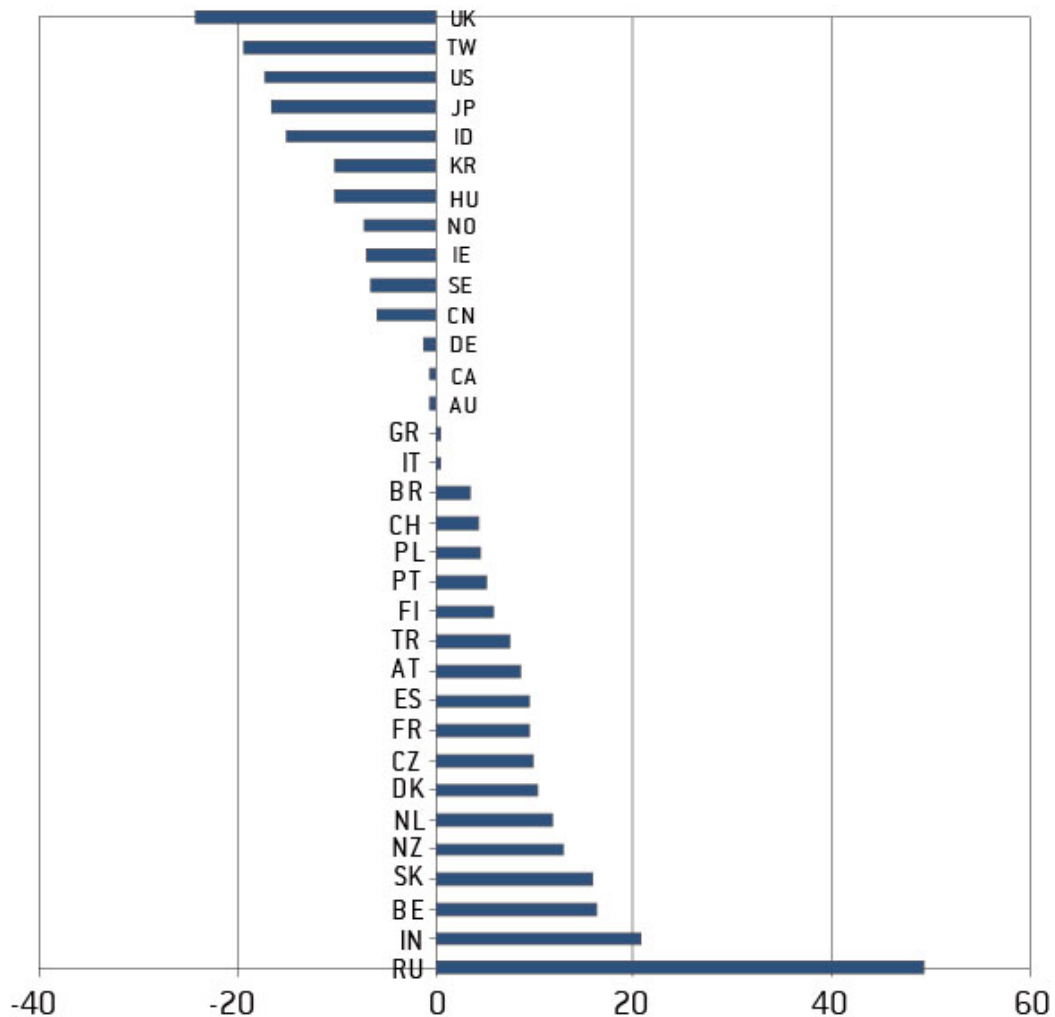


Pourquoi est-il essentiel de bien concevoir notre schéma de tarification du carbone?

Attribuer un prix au carbone est une bonne manière d'inciter la réduction des émissions. Il n'existe toutefois pas un unique système pour fixer ce prix. Cela peut passer par l'instauration d'une taxe carbone, la fixation de quotas d'émission, ou encore par des

programmes d'échange des droits d'émission (cap-and-trade). Comme les systèmes de tarification ne couvrent généralement pas tous les secteurs, plusieurs pays émettant la même quantité de carbone peuvent être affectés d'une manière différente selon les secteurs à l'origine des émissions et la manière dont ils sont traités ou non par le système. Le système européen d'échange de quotas d'émission ne porte à l'heure actuelle que sur 45 à 55 pourcent des exportations de l'Irlande, du Danemark ou des États-Unis, alors qu'il couvre près de 65 pourcent des exportations dans le cas de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche.

Figure 3 : Teneur en carbone des exportations (% par rapport à la moyenne de l'UE)



Quelles recommandations propose ce policy brief ?

Le policy brief formule trois recommandations que les décideurs doivent prendre en compte dans le développement de politiques visant à réduire les émissions de carbone. Il est nécessaire de :

1. s'assurer que les politiques de lutte contre le changement climatique permettent de réduire les émissions au moindre coût ;
2. réduire les distorsions de la concurrence entre pays en insistant pour une utilisation étendue des systèmes de tarification du carbone ;
3. éviter que ces systèmes de tarification ne créent des distorsions entre les secteurs de l'économie au niveau national